

*Article 21 du Règlement*

Il existe deux Canada. Environ 95 p. 100 des emplois créés l'année dernière au Canada l'ont été dans le sud de l'Ontario. Je suis heureux pour les gens de cette région. Nous ne sommes toutefois pas tous de Toronto. Pourquoi le député ne parle-t-il pas d'augmenter l'aide au développement régional pour qu'un plus grand nombre d'emplois puissent être créés dans le nord de l'Ontario où le taux de chômage atteint 15 p. 100, dans l'Ouest, dans la province de Québec et dans la région de l'Atlantique?

Les agriculteurs des Prairies reçoivent actuellement pour leurs denrées moins qu'ils ont jamais reçu depuis la Grande Dépression des années trente. Il n'est donc pas étonnant que les Canadiens de l'Ouest se révoltent contre la parti conservateur lorsqu'ils entendent dire que le pays prospère. Bientôt ce parti n'occupera plus le troisième mais le quatrième rang, il viendra même après le WCC de l'ouest du Canada, ce qui laisse mal augurer de l'avenir de notre pays. Des discours comme celui qu'a fait le député du sud de l'Ontario irritent beaucoup les gens de l'Ouest. Le député ne tient pas compte des différences régionales.

L'année dernière, le prix du grain a chuté de 20 p. 100. La semaine dernière, nous avons entendu dire qu'une nouvelle baisse de 20 p. 100 était possible. Les producteurs de blé ont reçu au maximum 3,50 \$ le boisseau l'année dernière, malgré le milliard dont le député a parlé. De l'autre côté de la frontière, aux États-Unis, les agriculteurs ont reçu 4,80 \$ américains, soit 6 \$ canadiens le boisseau. En Europe, les agriculteurs sont encore plus subventionnés que cela. Compte tenu de la baisse du prix prévue pour cette année, les agriculteurs canadiens pourront s'estimer heureux d'obtenir environ 3 \$ le boisseau pour le meilleur blé produit au pays, malgré le milliard de dollars supplémentaire. La plupart des agriculteurs, surtout ceux de ma région, ne produisent pas du blé canadien de toute première qualité.

Le député d'en face pourrait-il parler d'autre chose que du sud de l'Ontario, au sujet duquel il n'arrête de dégoiser des sornettes, et s'interroger sur une égalité réelle du développement régional pour le nord de l'Ontario, l'ouest du Canada, le Québec et les provinces atlantiques? Si le député ne me croit pas, qu'il parle à Brian Peckford.

**M. Reimer:** Monsieur le Président, le député de Yorkton—Melville (M. Nystrom) me demande de ne plus dégoiser de sornettes. Les chiffres que j'ai cités sont vrais pour le sud de l'Ontario et pour l'ensemble du pays. Lorsque je dis que les taux d'intérêt sont plus bas, cela signifie que toute personne qui a une hypothèque en profite, quel que soit son lieu de résidence. Je pense que le député a oublié cela. Il veut jouer avec ces chiffres à sa manière. C'est vrai que le sud de l'Ontario est dans une très bonne situation. Il n'y a pas de doute là-dessus. Il est certain aussi que le député de Yorkton—Melville joue avec les chiffres.

**M. Nystrom:** C'est la réalité.

**M. Reimer:** Oui, certaines régions du Canada connaissent de grandes difficultés. Cependant, lorsque nous parlons aux gens de la Colombie-Britannique c'est au sujet de leur désir de vendre du bois d'oeuvre aux États-Unis. Je suis heureux que le

député ait dit ce qu'il a dit, car je suppose que maintenant il va voter en faveur de la motion présentée hier par le gouvernement au sujet des négociations commerciales avec les États-Unis. Ils ne veulent pas de barrières artificielles qui les empêchent de vendre. Je suppose que vous allez aider le gouvernement et voter avec nous.

**M. Boudria:** Le président n'a rien à voir là-dedans.

**M. Reimer:** Monsieur le Président, un député d'en face me dit que vous n'avez rien à voir là-dedans. Il a raison. Par votre intermédiaire je parlais au député de Yorkton—Melville. Je m'excuse du choix de pronoms.

Le député parle des agriculteurs des Prairies. Il est vrai que les prix subventionnés en Europe et aux États-Unis font du tort à nos agriculteurs. Le gouvernement a réagi du moins en partie grâce au paiement de un milliard de dollars.

**M. Nystrom:** En partie!

**M. Reimer:** Oui, en partie. Cela ne résout pas entièrement le problème, mais c'est mieux que rien. Le député recommande-t-il de ne rien faire?

Examinons un peu les négociations commerciales auxquelles participe le Canada. Commençons à supprimer ces obstacles artificiels et ces programmes de subventions. Tout le Canada connaîtra alors une plus grande prospérité. Le député devrait écouter le premier ministre (M. Mulroney) qui a déclaré que puisque l'Accord de l'automobile et l'industrie des pièces d'automobile, dont profite ma circonscription, ont énormément aidé le sud-ouest de l'Ontario, il faut conclure avec les États-Unis un accord sur le bois d'oeuvre dans l'Ouest et un accord sur le poisson dans l'Est. Commençons à déplacer nos produits de toutes les régions du pays, ce qui profitera à tous les Canadiens, comme en a profité le sud-ouest de l'Ontario.

**M. le vice-président:** A l'ordre. Comme il est 13 heures, je quitte le fauteuil jusqu'à 14 heures.

(La séance est suspendue à 13 heures.)

**REPRISE DE LA SÉANCE**

La séance reprend à 14 heures.

**DÉCLARATIONS AUX TERMES DE L'ARTICLE 21 DU RÈGLEMENT**

[Traduction]

**LES PORTS**

LES PORTS POUR PETITS BATEAUX—ON DEMANDE D'ACCROÎTRE LES SOMMES CONSACRÉES À L'ENTRETIEN

**M. Dave Dingwall (Cape Breton—Richmond-Est):** Monsieur le Président, j'interviens aujourd'hui, afin d'exhorter le ministre des Pêches et des Océans (M. Siddon) à accroître de façon marquée les sommes consacrées à l'entretien des ports pour petits bateaux au Canada. Le gouvernement fédéral continue de faire fi de la détérioration de nombreux ports et quais d'un bout à l'autre du pays.